

Primo de Rivera

Autor(en): **Leisen, Herbert van**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Neue Schweizer Rundschau**

Band (Jahr): **- (1930)**

Heft 5

PDF erstellt am: **25.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-760129>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Primo de Rivera

par Herbert van Leisen

L'Espagne n'est pas un pays passionné d'idéologies. C'est une terre de partisans. Les individus se groupent autour d'un chef dont les qualités les séduisent. A Madrid un politicien fonde un parti, pour réunir ses clients, personne ne se soucie du programme abstrait formulé en cette occasion. Si vous demandez à un homme du peuple, quelle est sa nuance politique, il vous répondra : « Je suis pour M. Gabriel Maura ! » « Je suis pour M. le Comte de Romanonès ! » Jamais vous ne l'entendrez déclarer : « Je suis membre du parti conservateur », ou « j'appartiens au parti libéral ». Les hommes seuls sont compétents. Pendant les quelques années qui suivirent son instauration, le régime parlementaire put donner l'impression d'un organisme sain. N'était-ce pas une illusion ? Le pays, divisé en deux grands partis, oscillait entre deux chefs. Ces chefs n'exerçaient-ils pas une sorte de dictature ? Les Espagnols n'étaient-ils pas plus attachés à leur personne qu'à leurs idées ? La mort des fondateurs du régime fournit une preuve irréfutable en faveur de cette opinion. Après quelques années, une décade, les deux partis rivaux s'effritèrent en cent fractions. Ces particularités du caractère espagnol expliquent le plébiscite militaire essayé par le Général Primo de Rivera la veille de sa chute. Ici la situation politique était totalement différente de celle de l'Italie. La dictature, issue d'un coup d'état militaire, n'était pas comme à Rome, le fait d'un grand parti dont elle incarnait les volontés. Le fascisme opère plutôt par éliminations. Il a une mystique et une morale qui le portent naturellement à combattre les autres tendances politiques. Primo de Rivera ignorait ces préoccupations intellectuelles. Les idéologies ne l'intéressaient pas. Il les approuvait ou il les combattait en fonction du but qu'il poursuivait. En cela, il était profondément espagnol.

Le Général avait rétabli l'ordre et gagné la guerre du Maroc. Ce fut la période heureuse, tous les partis collaborèrent discrètement mais volontiers avec lui. Alors que M. le Comte de Romanonès affirmait qu'il ne connaissait qu'une seule forme de représentation politique, celle issue du suffrage universel, Primo de Rivera, ouvrait une assemblée nationale et confiait à une élite de techniciens le soin d'élaborer un

avant-projet de constitution. L'esprit dans lequel les membres de cette assemblée procédèrent aux débats, fut très différent de celui de l'ancien parlement. La faculté de parler fut limitée pour chaque délégué à un maximum de vingt minutes. Les premières séances il y eut quelques surprises.

Des orateurs durent interrompre leurs discours à l'exode. Au Pombo, café littéraire de Madrid, où le grand romancier Ramon Gomez de la Serna avait placé la fantaisie sous le signe du trapèze, on protestait.

Amusante cette atmosphère du Pombo, mais Ramon n'aimait pas qu'on plaisantât, ni Pombo, ni les cocktails du barman à base d'eau minérale. Deux heures. En dégustant ces placides élixirs, les esprits s'étaient échauffés. Pombo était devenu un tribunal. On se jugeait soi-même entre écrivains espagnols, puis on s'attaquait à l'Europe. Des noms passaient rapides: Appolinaire, José Ortega y Gasset. Comme un grand inquisiteur Ramon présidait ces débats.

Moderne. Moderne. Il faut être toujours plus moderne. ✓

Pombo applaudissait, les yeux de Ramon brillaient comme des agathes. Demain on lancerait ce mot d'ordre par T.S.F. Voici les épreuves des prochains manifestes du Pombo. Elles avaient été imprimées à la hâte, au revers des proclamations de « l'Union Patriotique », et chacun de rire. Le Général lui-même faisait-il fond sur ce parti politique, son parti où n'étaient inscrits que des fonctionnaires. Tandis qu'à Milan, lors des premières manifestations du fascisme, M. Marinetti, chef de la jeune littérature futuriste, était arrêté dans une bagarre, pour avoir combattu aux côtés de M. Mussolini; Pombo et toute la jeunesse littéraire de Madrid, si elle n'était pas hostile au Général, restait étrangère à toute préoccupation politique. Son climat, comme dirait M. André Maurois, était plutôt anarchique, tel celui des centres intellectuels de Paris avant la guerre.

Ce dictateur sans parti, comment parvint-il au pouvoir, comment fit-il pour le conserver? Les quelques semaines qui précédèrent le *Pronunciamento*, la situation avait été particulièrement angoissante. A Barcelone, tous les ennemis de l'Espagne semblaient s'être donnés rendez-vous. Sur l'initiative de « L'Acción Catalana » des représentants de la Galice et des Provinces Basques étaient venus proclamer la triple alliance séparatiste. Dans les rues, des manifestations séditionnelles avaient fait alterner le cri de « Vive la République du Riff » à celui de « Finis Hispaniae ». La défaite des armées augmentait le péril. Le ministère Alhucemas abdiquait devant les séparatistes comme devant les com-

munistes. Alors de sa propre initiative, le Capitaine Général de Catalogne proclama l'état de guerre dans la région placée sous ses ordres. Le Gouvernement voulait temporiser avec les rebelles. Par téléphone, il demanda la démission du Gouverneur. « Loin de me retirer, c'est moi qui vous démissionnerai », répondit Primo de Rivera. Quelques heures après le Directoire provisoire était composé. Ce fut, en ses premiers jours, un Gouvernement de salut public. Les libertés constitutionnelles furent suspendues. La constitution permettait au Roi de dissoudre les Cortes. Mais elle lui imposait un délai de trois mois pour faire procéder à de nouvelles élections. On jugeait, avec raison, ce temps trop court pour permettre au Marquis d'Estella de conclure quoi que ce fut. A Madrid, les politiciens plaisaient les velléités politiques du Général. Interrogé sur les possibilités du nouveau gouvernement, M. le Comte de Romanonès répondait à un journaliste : « Je pars en vacances pour quelques semaines », et cela prouva une fois de plus que les mots que l'on veut historiques sont souvent faux.

En ce même temps que le Marquis Alhucemas laissait Madrid au Général Primo de Rivera, les troupes espagnoles abandonnaient Alhucemas aux bandes riffaines. La défaite des armées annula les calculs des politiciens. En face de la Patrie en danger, du péril extérieur et intérieur, Alphonse XIII ratifia les mesures de salut public proposées par le dictateur. Le Roi a confié aux frères Tharaud les mobiles qui ont inspiré son attitude : « Si on avait ouvert le Parlement dans les délais légaux, on eut vu les vieux partis, qui menaient le pays à sa perte, recommencer leurs bavardages. Il y a dans ce pays cinq ou six mille politiciens. Pour eux, le parlementarisme est un idéal intangible. Périsse la Nation plutôt que les parlementaires ! Pour plaire à cinq ou six mille personnes, fallait-il en sacrifier vingt millions ? Je vous laisse répondre.¹⁾ »

Toute chose semblait réussir au Directoire. Cependant que le Général Martinez Anido accomplissait ce prodige de rétablir l'ordre en Catalogne, sans qu'il y eut une seule rencontre sanglante, le Marquis d'Estella concertait avec le Maréchal Pétain un plan de campagne dont la conclusion devait être la reddition d'Abd-el-Krim. En quelques mois trente mille écoles primaires étaient créées. Le bilan de l'instruction publique était augmenté de plusieurs millions. Des travaux d'utilité générale (constructions de routes et de voies ferrées) étaient mis en œuvre. L'Etat Major central, dont les membres cherchaient à substituer leur autorité à celle du ministre de la Guerre, fut supprimé. N'était-ce pas

¹⁾ Jérôme et Jean Tharaud : *Rendez-vous, Espagnols !* (Plon, Paris).

une mesure audacieuse de la part d'un Gouvernement issu d'un coup d'Etat militaire? Mais le moyen de défendre un territoire avec une armée divisée en fractions rivales. Les événements marocains ne prouvaient-ils pas que seule une unité de commandement donne la victoire aux troupes, même les plus valeureuses. Malgré les applaudissements provoqués par la défaite d'Abd-el-Krim, Primo de Rivera, jugeait le résultat précaire, si l'esprit de l'armée n'était pas réformé. Cette réforme, comment l'entreprendre sans conserver le pouvoir?

Le Marquis d'Estella était arrivé à Madrid avec un programme limité aux nécessités immédiates: Rétablir l'ordre à l'intérieur, gagner la guerre du Maroc. Sincèrement le Général avait pensé que ce résultat obtenu, il pourrait renoncer à la Présidence du Conseil. Sa santé n'était-elle pas plus mauvaise que ne le croyaient ses familiers? Mais si toute la presse italienne a retenti des colères de M. Mussolini contre ceux qui mesurent l'œuvre accomplie par le fascisme en corrélation à l'exactitude des chemins de fer, Primo de Rivera s'était également aperçu que «rétablir l'ordre» ne signifie pas uniquement procéder à des mesures de police. Ces paroles prononcées par un chef de Gouvernement ont une signification plus complexe. La mécanique et tous les facteurs modernes nécessaires au développement de l'industrie ont placé notre époque sous le signe des grandes concentrations économiques. C'est un problème nouveau qu'il faut résoudre. Un problème de l'ordre. «Il faut, disait le Général, que tous les droits de l'ouvrier soient reconnus et que les rapports entre employeurs et employés soient fixés juridiquement. Je formerai un nouveau ministère avec la collaboration d'hommes qui partageront cette doctrine.»

Pour transformer l'esprit de l'armée, créer une législation sociale, un Gouvernement civil succéda au Directoire militaire. On posait le problème du régime. Primo de Rivera ne l'avait ni prévu, ni désiré, mais par l'interdépendance des choses, il en était amené à résoudre les plus graves questions fondamentales qui régissent la vie d'un Etat. Sans convoquer le Parlement, le Marquis d'Estella fit appel, si l'on peut ainsi parler, à une majorité de concentration nationale. Les anciens partis politiques qui avaient accoutumé de siéger au Cortes conclurent tacitement avec le dictateur une manière de paix armée. Vers la fin de 1927, époque à laquelle cette évolution eut lieu, nous étions à Madrid. Voici en quels termes M. Numez Tomas, rédacteur en chef de *El Socialista*, nous exposa la situation de son parti:

Vous comprenez, avec le Gouvernement aucun rapport. Mais, la

vérité est la vérité, depuis le Directoire nous avons obtenu plus de résultats positifs qu'en quinze années de luttes parlementaires. Comme vous le savez, nous sommes affiliés à l'Internationale d'Amsterdam. Nous pensons, avec les camarades de Paris, que la démocratie est le seul régime qui convienne à un grand peuple. Seulement, je dois reconnaître, que le gouvernement actuel, a offert de nombreux avantages à la classe ouvrière. Dans ce cas, nous ne pouvions pas rester indifférents. Un grand nombre d'entre nous s'occupe de l'organisation corporative nationale. Dans les comités paritaires, fondés pour établir les contrats du travail, le 95 % des représentants ouvriers appartient au parti socialiste.

Après cette entrevue avec le chef du Parti Socialiste, nous étions priés pour le thé chez M. Gabriel Maura, Comte de la Mortera, leader d'une fraction importante du parti conservateur. « Vous savez, je ne suis pas un partisan de la dictature, nous dit M. Gabriel Maura, j'ai toutefois accepté de collaborer aux travaux de l'Assemblée Nationale, parce que je puis ainsi rendre quelques services à mon pays. »

Aujourd'hui le souvenir de ces conversations nous permet d'établir, dès son origine, le graphique des tendances opportunistes dont le développement nous conduit à la chute de la dictature. Le Général avait rétabli la tranquillité dans la rue, et vaincu les Riffains. Fort, de ces succès, il voulait conduire la nation vers de nouvelles victoires. Dans cette seconde mi-temps, pour employer une expression sportive, sa réussite fut partielle. Si la législation sociale, innovée sous l'action prépondérante de M. le Ministre du Travail, Aunos y Perez, satisfait les aspirations populaires, la révision constitutionnelle confiée aux soins de l'Assemblée Nationale se termina après une première session, sans que rien de définitif ne fut conclu. Mais le Général s'engageait toujours plus avant. Flatté par le succès de ses lois sociales, il voulut assurer l'indépendance économique de la Péninsule en créant des industries. Pour faciliter la croissance de ces jeunes organismes, une politique douanière protectionniste ne fut-elle pas inaugurée trop prématurément? Des tarifs douaniers furent établis pour favoriser des industries dont seul le Conseil d'Administration existait. Les fabriques étrangères, que ces mesures atteignaient, demandèrent à leur Gouvernement de répondre en taxant à un taux plus élevé l'importation des oranges. A Madrid, on commença à s'inquiéter. Ramon Gomez de la Serna prétendait que le Général, après avoir chassé les Mandarins, serait victime des mandarines.

Les années limaient le prestige acquis par la victoire marocaine. Dans l'armée, la situation n'était pas meilleure que dans le civil. La lutte inaugurée contre les « Juntas » ou conseils d'officiers, provoquait la rébellion de plusieurs détachements d'artillerie. En face de ces difficultés croissantes, quels éléments soutenaient le Général ? Sa majorité pseudo-parlementaire passait de la collaboration opportuniste à la résistance passive. Quant à l'« Union Patriotique » plus que jamais son influence s'avérait nulle. Malade, énervé, le Général espéra, malgré l'hostilité des Conseils d'officiers, trouver auprès de ses anciens compagnons l'appui qui de tous côtés lui faisait défaut. Mais l'armée, comme les partis politiques des Cortes, ne voulut pas renoncer à ses préjugés anciens. Il fallut se démettre.

A la mort du Marquis d'Estella, un Journal de Madrid cita ce texte de Voltaire : « Nous sentons aujourd'hui tout ce que le Ministre Colbert fit pour le bien du Royaume, mais en son temps, on ne le sentait pas. Peu de personnes portaient leur vue sur l'avantage public. On sait combien l'intérêt particulier fascine les yeux et rétrécit l'esprit. Je ne dis pas seulement l'intérêt d'un commerçant, mais d'une compagnie, mais d'une ville ; la réponse grossière d'un marchand nommé Hazon qui, consulté par ce ministre, lui dit : « Vous avez trouvé la voiture renversée d'un côté, et vous l'avez renversée de l'autre », est encore citée avec complaisance. Cependant, presque tout fut réparé ou créé par Colbert. »

Un mois après la démission de Primo de Rivera, telle fut, pour son œuvre, l'hommage de l'Espagne.